

Atelier C

Vers l'Union de défense:

Le livre blanc en tant que première étape

Préparé par la Section des affaires européennes de la Chancellerie du Conseil national de la République slovaque

Introduction

Face aux nouveaux enjeux sécuritaires au niveau régional et global, les Etats membres de l'Union apportent des réponses individuelles alors que l'on constate seulement quelques rares réactions communes.

De plus, le budget pour la défense et pour la sécurité de l'UE est **restreint** et la collaboration entre les Etats membres dans ce domaine **demeure insuffisante**.

Tout Etat ou entité politique a besoin d'une stratégie pour pouvoir faire face aux **enjeux** de sécurité. Il doit aussi identifier les compétences indispensables pour la réalisation de ses objectifs stratégiques. Même si les Etats membres de l'UE publient régulièrement **des** stratégies de sécurité et de défense nationales et **des** lignes directrices opérationnelles, cette documentation manque à l'**échelon** européen. C'est pourquoi le Conseil européen lors de sa réunion en juin 2015 a demandé à la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et pour la politique de sécurité/la vice-présidente de la Commission de présenter une stratégie globale de l'UE.¹

Pourquoi le Livre blanc sur la sécurité et la défense européennes?

La stratégie globale de l'UE mentionne la gestion commune des activités globales de l'Union, ainsi que les priorités dont le **principe** répond aux besoins de la défense des citoyens et à la promotion des intérêts de l'Union. D'après cette stratégie, les Etats membres, gardent la souveraineté dans les décisions concernant leurs politiques de défense; néanmoins, l'acquisition et le **maintien** des capacités **nécessaires ainsi que** la collaboration dans le cadre de la défense **doivent** devenir un standard.“

L'**urgence d'un Livre blanc est donc soulignée par** le manque **de** documents définissant quels sont les besoins de l'UE dans le domaine des capacités de défense et quels sont les moyens de leur acquisition, **selon les raisons sus-mentionnées**. L'UE devrait définir le rôle que les Etats membres devraient jouer dans le domaine des priorités communes. Le Livre blanc dont le cadre légal est stipulé par le Traité de Lisbonne peut renforcer la défense européenne. Le Livre blanc devrait fournir une définition plus précise des priorités communes, l'identification des points

¹ https://europa.eu/globalstrategy/sites/globalstrategy/files/eugs_review_web.pdf

faibles et de leurs remèdes ainsi que **les évolutions insitutionnelles et de programmation qui sont envisageables** au niveau de l'UE.

Le principe du Livre blanc et la liste des documents de défense de l'UE

L'idée du Livre blanc européen est née pendant le Conseil européen **de 2013** quand les chefs **d'Etat et de gouvernement** ont adopté les conclusions relatives à trois objectifs **clés**:

- a) l'augmentation de l'**efficacité**, de la visibilité et des effets du PESC;
- b) les progrès dans l'exploitation du potentiel; et
- c) le renforcement de l'industrie européenne de défense.

Le Conseil européen en question s'est adressé aux institutions européennes pour **leur** demander de réagir aux conclusions **susmentionnées** et pour **l'élaboration des démarches à suivre dans le cadre des nouveaux** rapports stratégiques, politiques et de communication. Ces réactions devraient être prises en compte lors de la rédaction **du** Livre blanc **étant donné qu'elles** fourniront les informations nécessaires sur **les points à travailler dans l'immédiat** et sur les synergies existantes dans le cadre de l'amélioration du niveau de la PESC. Plus concrètement, il s'agit des documents suivants:

- L'approche holistique **des** conflits et **des** crises extérieures.
- La communication conjointe de la Commission et du haut représentant sur **le renforcement** des capacités en faveur de la sécurité et du développement,
- La stratégie européenne de **ø** sécurité énergétique.
- La stratégie de l'UE dans le cadre de la sécurité maritime.
- Le plan d'action pour la réalisation de la stratégie de l'UE dans le domaine de la sécurité maritime.
- Le cadre de la politique de l'UE dans le domaine de la cyberdéfense.
- Le programme européen dans le domaine de la sécurité.
- L'UE dans **un** environnement marqué par **des** changements rapide: Un monde plus interconnecté, plus compétitif et plus **complexe**.

Dans le domaine des capacités civiles, le progrès est atteint par la mise en oeuvre du Plan de développement des compétences civiles. En novembre 2014 le Conseil a adopté le Cadre politique pour une coopération systématique **ø** de long terme dans le domaine de la défense. **En ce qui concerne la défense**, la Commission **finance actuellement** la recherche dans le cadre de l'Horizon 2020 et en 2017 elle devrait lancer une action préparatoire. **Enfin, concernant** la Base industrielle et technologique de défense européenne (EDTIB), les mesures fondamentales sont **axées sur la nécessaire mise en oeuvre** des deux directives **suivantes** dans les Etats membres – la directive 2009/43/EC et la directive 2009/81/EC sur la passation des marchés publics dans les domaines de la défense et de la sécurité.

Les textes législatifs de défense et les institutions mises en places sur la base du Traité de Lisbonne

Le traité de Lisbonne constitue une base légale solide pour la création du Livre blanc. Le droit d'initiative du haut représentant/ du vice-président de la Commission, les expertises stratégiques et militaires du SEAE, la surveillance et le contrôle budgétaire du Parlement européen, le travail de l'Agence européenne de défense dans le domaine des capacités et des besoins opérationnels, le rôle de la Commission dans le domaine de l'industrie de défense - **représentent** les éléments de base pour un Livre blanc **efficace**.

En ce qui concerne les outils législatifs, le Traité de Lisbonne comprend **des** clauses respectives concernant la défense, comme par exemple la clause sur la coopération renforcée (article 20 du Traité de l'UE), la clause de solidarité (Article 222 TFUE), l'outil de flexibilité (Article 44 du Traité de l'UE), la clause **d'Ø** aide mutuelle (Article 42 du Traité de l'UE), et **sans doute** la clause la plus influente, la clause de Ø coopération structurée **permanente** (Article 46 du Traité de l'UE).

Les impacts et obstacles possibles dans les relations de l'UE avec les Etats-Unis et l'OTAN

En principe, le Livre blanc européen ne devrait pas créer **de** problème dans les relations de l'UE avec les Etats-Unis. Il est probable que le Livre blanc **exigera** une augmentation des capacités européennes, ce qui mènera à un niveau plus élevé **d'Ø** autonomie militaire. Néanmoins, il semble que **d'un point de vue militaire et sécuritaire** les Etats-Unis préfèrent une Union **unie** et proactive à une Union **divisée** et passive. Enfin comme indiqué dans la déclaration du sommet de l'OTAN au Pays de Galles **au sujet des** liens transatlantiques, „il est clair **qu'une** défense européenne plus forte fera que l'OTAN aussi deviendra plus fort.”

Les attitudes des Etats membres de l'Union relatives au Livre blanc

En ce qui concerne le Livre blanc, les attitudes des Etats membres de l'UE peuvent différer. Les aspects de la défense sont vus sous **un** angle différent par chaque Etat membre, le processus **d'intégration** ayant **un impact propre** sur les intérêts nationaux.

Néanmoins, il est possible de partir du consensus commun relatif à l'identification de **certaines** menaces et risques géographiques, aux valeurs communes de l'UE et **à la nécessité d'une réponse concertée** avec **d'autres** organismes comme par exemple l'ONU ou l'OTAN.

Concernant l'attitude des Etats membres de l'UE il est **évident** qu'il faudra identifier les points communs et les points où les opinions diffèrent pour **pouvoir** ébaucher **des solutions**.

Points de discussion:



- Dans ses relations avec l'OTAN, l'UE devrait-elle avoir une politique de sécurité et de défense plus indépendante, **du moins à l'intérieur et à proximité** de ses propres frontières?
- Les impacts du **Brexit sur l'avenir** de la PESC.
- La position des petits Etats membres de l'UE dans le cadre d'une PESC plus forte et plus centralisée.
- La capacité de défense des Etats **membres** au niveau national et la spécialisation nécessaire **de** la défense collective du point de vue de la politique intérieure des Etats membres.
- La capacité du Livre blanc **à faire face** aux nouveaux **enjeux** de sécurité tels que le terrorisme ou les cybermenaces.